

Rationalisation de la politique d'attractivité des investissements directs étrangers comme levier du développement socio-économique en RDC : enjeux et perspectives¹

Floribert MUNGABA Mukinsa Mbumba

Résumé : *Cet article entend proposer une politique rationnelle d'attractivité des investissements directs étrangers basée sur l'intelligence collective, l'intelligence économique et l'éthique de responsabilité en vue de créer la convergence et la cohérence entre les acteurs : investissements directs étrangers et pays d'accueil. Les relations entre pays d'accueil et firmes multinationales doivent quitter le terrain de conflit pour être appréhendées en termes de coopération.*

Mots-clés : Investissement Direct Étranger, développement, Modèle de Choix Raisonnable.

Introduction

Dans un contexte économique et financier, marqué par le ralentissement de la croissance, la dégradation des conditions de vie, la montée du chômage, l'endurcissement de la pauvreté, etc., la réflexion sur les mécanismes de lutte contre la pauvreté et le développement sont sans doute au centre de la plus part des programmes nationaux de développement socio-économique et de réduction de la pauvreté des pays, surtout dans les pays de l'Afrique subsaharienne très engagés dans la lutte contre la pauvreté².

En effet, la pauvreté dans les pays en développement, et en RDC en particulier, est causée par un ensemble de facteurs, dont la faiblesse des revenus et les fortes inégalités dans la répartition des revenus. La faiblesse des revenus est une cause évidente de la pauvreté.

La crise socio-économique que traverse la RDC aujourd'hui est caractérisée par de nombreux facteurs, dont les distorsions dans le circuit des biens et des services et la faible performance des services publics. Les distorsions dans le circuit des biens et des services sont causées par un ensemble de facteurs, tels que la corruption, la mauvaise gouvernance, l'insécurité et les conflits. Ces distorsions rendent difficile l'accès des congolais aux biens et aux services de base, tels que la nourriture, l'eau, le logement, les soins de santé et l'éducation.

Qui pis est, les guerres qu'a connues le pays et les conflits qui persistent surtout dans la partie Est du pays, sans compter la mauvaise gouvernance caractérisée par les détournements des deniers publics, la corruption presque

¹ Cet article est un extrait réorganisé de notre thèse de doctorat soutenue en Économie de développement à la Faculté d'Économie et Développement de l'Université Catholique du Congo le 14 mai 2025. La thèse est intitulée : *La rationalisation de la politique d'attractivité des investissements directs étrangers comme levier du développement socio-économique. Essai d'une politique efficace des investissements.*

² G. CAYAU, *La lutte contre la pauvreté en Afrique sud-saharienne à travers l'amélioration du marché du travail et la contribution au développement de l'emploi des jeunes*, Université Mont Pellier 3 Paul Valéry, Master 1, Institution-organisation-développement Gestion Stratégique des ressources humaines, 2008, p. 1.

généralisée, l'inapplicabilité du principe de redevabilité par les dirigeants à tous les niveaux, compliquent davantage la situation des populations de la qualité d'une vie humaine acceptable comme l'atteste son IDH en 2021 estimé à 0,480.

Cette précarité de la vie en RDC est renforcée par la disparité entre le milieu rural où environ huit ménages sur dix sont pauvres et en milieu urbain où moins de sept ménages sur dix sont pauvres³. Le chômage entraîne la plupart de la population en situation de pauvreté et la recherche d'un emploi salarié est devenue une aventure aléatoire, lassante et souvent décourageante.

Pour surmonter cet état de pauvreté, la RDC pourrait profiter de ses énormes ressources pour attirer les IDE en faveur de la croissance et du développement. Car, les investissements directs étrangers sont devenus au fil des années le cœur de la croissance économique des États, de la productivité et la pérennité des emplois, du bien-être social des populations et de la réduction de la pauvreté. Ils jouent un rôle considérable dans le processus de la croissance économique et du développement.

Cependant, l'on constate en RDC une politique d'attractivité des IDE inadaptée et irrationnelle. D'après le classement annuel de Doing Business⁴, le pays fait partie des pays à haut risque, c'est-à-dire un pays où il est difficile de réaliser à bon escient et de manière aisée les affaires. Le pays se retrouve dans la catégorie D des notations publiées par Coface, ce qui veut dire un pays dont l'environnement économique et politique présentent un risque très élevé, qui aggrave des comportements de paiement généralement exécrationnel.

Au vu de ce qui précède, notre étude se rapporte aux préoccupations ou questions essentielles suivantes : quel est le problème fondamental de la politique d'attractivité des IDE en RDC ? Quels en sont les enjeux et comment peut-on résoudre ce problème afin d'impulser significativement et durablement le développement socio-économique en RDC ?

En fait, la rationalisation de la politique d'attractivité des IDE peut constituer un levier de la croissance susceptible de stimuler le développement socio-économique et de réduire la pauvreté en RDC. Car à en croire Claire Mainguy, l'intérêt porté aux investissements directs étrangers dans les pays en développement est généralement justifié par de nombreuses attentes : leur impact sur la croissance, les apports en ressources financières, l'ouverture aux marchés internationaux (débouchés, approvisionnement, adaptation aux normes, etc.), à la hausse de la productivité, l'amélioration des capacités de gestion locales et le transfert de technologie⁵.

Notre article sera divisé en trois points. Le premier présentera quelques généralités sur les notions d'investissement direct étranger, de développement et de la rationalisation. Nous analyserons également les théories économiques qui fondent l'épistémologie des IDE et du développement. Le deuxième se penchera à

³ Document stratégique de croissance et de la réduction de la pauvreté (DSCR 2).

⁴ BANQUE MONDIALE, *Doing business 2013, des réglementations intelligentes pour les petites et moyennes entreprises*, Washington, 2013.

⁵ C. MAINGUY, « L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement », dans *Région et développement*, n° 20, Paris, Harmattan, 2004, p. 65.

une analyse empirique de l'impact des IDE sur le développement socio-économique dans le contexte congolais. L'on procédera aussi à l'interprétation et à la discussion des résultats obtenus pour en tirer des leçons en termes de politiques économiques ou de rationalisation des IDE. Enfin, le troisième esquissera des solutions adéquates pouvant rationaliser la politique d'attractivité des IDE et par ricochet booster l'économie congolaise et améliorer les conditions de vie de la population.

1. Balisage conceptuel et théorique

L'objectif de ce point de notre travail consiste à mobiliser des instruments conceptuels et théoriques afin de nous aider à comprendre et à expliquer la logique des IDE dans le développement socio-économique en RDC. Pour ce faire, il faudra d'entrée de jeu, présenter quelques généralités sur la notion des IDE. Ensuite, nous analyserons le cadre conceptuel qui fonde l'épistémologie du développement et de la rationalisation.

1.1. Notions sur les IDE

1.1.1. Qu'est-ce qu'un IDE ?

Le rôle des IDE ne cesse de faire débat dans tous les continents au même titre que la mondialisation. Cela est d'autant plus observé dans un monde où les limites de la capacité d'action des gouvernements nationaux sont évidentes. Cécile Renouard⁶ note que la réflexion sur le rôle des multinationales dans les pays du Sud s'inscrit dans ce qu'elle appelle clair-obscur, un espace gris où les torts sont partagés et les visées confuses. Ce point consiste à expliciter le concept d'IDE, ses caractéristiques et son activité en Afrique.

En effet, l'IDE est un investissement réalisé par une entité résidente d'un pays donné dans l'objectif d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. En République démocratique du Congo, l'IDE est défini comme un investissement dont la participation étrangère dans le capital social d'une entreprise dans laquelle l'investissement réalisé est au moins égale à 10% ou tout investissement réalisé par toute personne physique n'ayant pas la nationalité congolaise et résidant à l'étranger et toute personne morale publique ou privée ayant son siège social en dehors du territoire congolais⁷.

L'IDE qui constitue l'objet de notre analyse, n'est pas à confondre avec l'entreprise multinationale qui n'est pas une seule et même chose selon Bernard Bonin. Pour lui, l'entreprise multilatérale constitue plutôt une sous-catégorie de l'investissement direct étranger. À cet effet, il écrit ceci : « C'est d'ailleurs l'augmentation rapide de l'investissement direct à travers l'histoire du 20^e siècle qui entraîne un intérêt grandissant pour l'analyse de l'entreprise multinationale. L'investissement direct étranger implique le contrôle d'une affaire dans un pays par une entreprise qui est localisée dans un autre pays »⁸. « Des effets positifs à

⁶ C. RENOARD, *La responsabilité éthique des multinationales*, Paris, PUF, 2007.

⁷ *Journal officiel*, n° 6 du 15 mars 2002, p. 5.

⁸ B. BONIN, *L'entreprise multinationale et l'État, Tendances actuelles*, Montréal (Canada), Ed. Etudes vivantes, 1984, pp. 9-10.

retenir à l'actif des investissements privés étrangers, on peut signaler le transfert de technologie, l'augmentation de la production industrielle, la contribution aux recettes fiscales et la création des emplois, pour ne prendre que ces exemples de paramètres macro-économique »⁹.

Pour G. Mankiw, l'IDE est un investissement en capital qui est la propriété d'une entité étrangère qui l'exploite¹⁰. L'OCDE en fournit une définition plus claire : « c'est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (investisseur direct) afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise qui réside dans une autre économie que celle de l'investisseur direct »¹¹

L'investissement direct étranger n'est pas à confondre avec une entreprise multinationale. Pour Josette Peyrard, une firme multinationale est un ensemble de sociétés de différentes nationalités, juridiquement autonomes, contrôlées par une société mère ou société holding. Dans la même perspective, l'ONU définit les FMN comme étant des « grandes entreprises transnationales qui possèdent ou contrôlent des infrastructures production ou de services à l'extérieur du pays dans lequel elles sont basées »¹².

Ainsi, nous pouvons considérer l'IDE comme un mode de financement extérieur privé que reçoit une économie donnée (pays d'accueil) en provenance d'un résident d'une économie étrangère (personne physique ou morale) pour y investir son capital (monétaire, technologique ou humain) en vue d'une exploitation durable.

1.1.2. Les fondements théoriques des IDE

La littérature économique sur l'analyse des IDE est principalement dominée par quelques théories économiques qui s'affrontent : la théorie néo-classique, la théorie du commerce international, la théorie de l'absorption et le consensus de Washitong. Suivant cette démarche des causes à effet, ces théories économiques nous ont fourni de manière assez claire un soubassement théorique au concept d'IDE.

Pour les néoclassiques, les flux d'IDE correspondent à une adaptation des firmes aux conditions des marchés nationaux et internationaux en termes de coûts de facteurs résultant des dotations factorielles. Suivant leur optique, les capitaux devraient aller des pays où ils sont abondants vers ceux où ils sont relativement rares, car dans ces derniers, les rendements de nouveaux investissements devraient être plus élevés. Cette réaffectation des capitaux améliorerait l'allocation des ressources et permettrait de valoriser les avantages comparatifs. Elle devrait également présenter des gains importants dans les pays d'accueil

⁹ J.M. KUMBU, *Protection légale des investissements privés étrangers en RDC et coopération eurafricaine*, Thèse de doctorat, Hamburg. Univ. Diss., 1998, p. 127.

¹⁰ G. MANKIW et M. TAYLOR, *Principes de l'économie*, 2^{ème} édition européenne, Bruxelles, De Boeck, 2011, p. 867.

¹¹ OCDE, *Définition de référence des investissements directs internationaux*, 2008, p. 16.

¹² J. PEYRARD, *Gestion financière internationale*, Paris, Librairie Vuibert, 1999, p. 351.

notamment la hausse du revenu national, des exportations, l'amélioration de la productivité et la hausse des rémunérations des travailleurs.¹³

Cependant, il faudrait noter que la rareté du capital ne suffit pas aujourd'hui pour expliquer les flux d'IDE et le fait que les capitaux ne se dirigent pas toujours des pays riches vers les pays pauvres (paradoxe de Lucas). Ce faisant, Lucas¹⁴ estime que les capitaux ne se dirigent pas forcément vers les zones où ils sont le plus rares, car les rendements des investissements sont plus importants là où la main d'œuvre est la mieux formée et les infrastructures plus développées. C'est ce qui justifie certainement les raisons pour lesquelles les capitaux se dirigent là où leur présence est déjà forte.

En ce qui concerne la théorie du commerce international, il sied de signaler qu'elle est une théorie explicative des échanges internationaux qui tente d'expliquer les différents flux d'échange entre les pays, la spécialisation dans certains types de produit ainsi que les avantages qui résultent de cette spécialisation.

La littérature théorique portant sur le rôle de la capacité de l'absorption dans l'analyse de l'impact des IDE entrants sur les pays d'accueil fait très souvent référence aux travaux de Cohen et Levinthal¹⁵, à un point tel que l'on serait tenté d'en leur attribuer la paternité. Pourtant, la capacité d'absorption occupe déjà une place centrale dans les travaux de P. Guillaumont¹⁶.

Pour P. Guillaumont, la notion de capacité d'absorption s'applique au capital de toute origine, interne aussi bien qu'externe : elle exprime un ensemble de limites à la transformation de capitaux disponibles ou mobilisables en capital réel utile au développement¹⁷. L'auteur fait alors la distinction entre les limites techniques (manque d'infrastructures, manque de qualification, etc.) et les limites politiques (la dépendance extérieure ne doit pas franchir un certain seuil), dont la conjugaison permet de définir une capacité générale d'absorption, maximum d'investissement utile¹⁸.

Enfin, le Consensus de Washington résume les politiques économiques composées de quatre mesures de stabilisation (austérité budgétaire, réduction des dépenses publiques, politique monétaire orthodoxe et taux de change compétitifs) et de six mesures structurelles (libéralisation, compétitivité, privatisation, déréglementation, réforme fiscale et droits de propriété).

1.2. Notions sur le développement et rationalisation

Les notions de développement et de rationalisation font l'objet d'une abondante littérature économique sans toutefois que les économistes et autres

¹³ C. MAINGUY, *o. c.*, p. 69.

¹⁴ R.R. LUCAS, « On the mechanics of economic development », dans *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22, n° 1, 1988.

¹⁵ Cf. W. COHEN et D. LEVINTHAL, « Innovation and Learning : The Two Faces of R et D », dans *Economic Journal*, Vol. 99, 1989.

¹⁶ P. GUILLAUMONT, *L'absorption du capital*, Paris, Cujas, 1971.

¹⁷ P. GUILLAUMONT, *Économie du développement*, Paris, PUF, 1985, p. 87.

¹⁸ *Ibidem*.

chercheurs aient un entendement univoque de ces notions. D'où le besoin de les expliquer en vue d'une meilleure compréhension.

Le but de ce point est d'explicitier les concepts de développement et de rationalisation. Nous analyserons aussi leurs considérations théoriques.

1.2.1. Le développement

1.2.1.1. Définition

Le développement est un concept complexe qui peut être défini de différentes manières. Cependant, de manière générale, le développement désigne l'ensemble des transformations positives que connaît une société, qu'elles soient économiques, sociales, culturelles ou institutionnelles. Pour François Perroux, « le développement est l'ensemble des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global »¹⁹.

En définitive, nous pouvons retenir qu'aborder la notion de développement, de nos jours, c'est penser d'abord à une transformation des conditions sociales et économiques de populations, et ce de manière durable.

1.2.1.2. Les fondements théoriques

Les années 1950 et 1960 étaient caractérisées par une opposition entre les théories mettant l'accent sur le processus de développement et les théories axées sur l'étude du sous-développement. Depuis les années 1950, les théories du développement ont connu un renouvellement avec des approches institutionnalistes.

En effet, les théories de développement libérales privilégient le marché. Elles sont fondées sur le Consensus de Washington que nous avons exploré précédemment. Elles stipulent que le développement doit être fait par le marché. L'analyse libérale de Rostow décrit le développement économique comme un processus composé d'une succession d'étapes devant être suivies plus ou moins par tous les pays sur la base de l'expérience des pays du Nord. Seul le moment du décollage diffère²⁰. En effet, Le développement suppose une transformation profonde de la société, de son mode de production et de son organisation sociale. Le décollage du développement passe par l'identification et la promotion de secteurs moteurs. Ces secteurs sont des secteurs économiques qui ont un fort potentiel de croissance et qui peuvent contribuer à l'émergence d'un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Les obstacles socio-politiques qui nuisent au développement sont nombreux. Ils peuvent être liés à la corruption, à l'instabilité politique, aux conflits sociaux ou à la discrimination. Il est important de lever ces obstacles pour permettre au développement de se poursuivre. Le développement est un processus complexe et multidimensionnel. Il ne se résume pas à la

¹⁹ F. PERROUX, *L'économie du XX^e siècle*, Paris, PUF, 1991, p. 23.

²⁰ F. TEULON, *Les pays en développement*, Paris, Hachette, 1999.

croissance économique. Il s'agit d'un processus de transformation globale de la société qui vise à améliorer le bien-être de la population.

L'analyse marxiste du développement considère que l'échange entre les pays du Nord et les pays du Sud est inégal. Les pays du Nord exportent des produits manufacturés à forte valeur ajoutée, tandis que les pays du Sud exportent des produits primaires à faible valeur ajoutée. Cette situation conduit à un transfert de richesses des pays du Sud vers les pays du Nord.

Amin²¹ et Emmanuel²² pour l'Afrique, Cardoso et Faletto²³ pour l'Amérique latine, avancent donc une théorie de la dépendance des pays de la périphérie (Sud) à l'égard des pays du centre (Nord), dépendance tout à la fois commerciale, technologique et financière. Le sous-développement est identifié comme le résultat d'un environnement international systématiquement défavorable lié à une domination du Nord sur le Sud qui insère dans l'économie mondiale mais selon une division internationale où le Sud est toujours perdant.

Les théories de développement interventionnistes sont axées sur le rôle de l'État dans le développement. Elles font référence aux États dits développementalistes. En effet, l'État est interventionniste et nationaliste. Il mène des politiques de développement en incitant les entreprises à agir d'une certaine manière et dans un objectif de développement de la nation. Souvent, l'État se caractérise par l'autoritarisme et par une élite bureaucratique proche du pouvoir et très influente. Il s'agit d'une forme d'État adoptée par les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est depuis les années 1970. Ce type d'État capitaliste a pour caractéristique une forte intervention étatique dans l'économie, celle-ci devant servir avant tous les intérêts de l'économie nationale.

Pour les hétérodoxes, si l'industrialisation est sans aucun doute une nécessité que ni les uns ni les autres ne contestent aujourd'hui, le développement est autre chose et plus que l'industrialisation et le marché, car il suppose notamment l'éducation des familles, la formation de la main-d'œuvre, une intervention forte de l'État dans l'économie, la prise en compte de l'environnement. Ainsi, le développement doit être conçu comme un processus holistique qui prend en compte les dimensions économique, sociale et culturelle. Il doit s'appuyer sur les potentialités et les ressources locales et il doit viser à améliorer les conditions et la qualité de vie de toutes les populations.

1.2.2. La rationalisation

Signifiant l'action de rendre rationnel, c'est-à-dire conforme à la raison, le mot s'introduit dès les années 1910 dans le domaine du management, en psychanalyse et en sociologie. Généralement lié au bon sens et à une remise en ordre de laquelle on attend un gain d'efficacité, il correspond au mot anglais « reengineering ». En psychanalyse, le concept est introduit par Ernest Jones en 1910 et devient un mécanisme classique pour désigner une défense du narcissisme

²¹ S. AMIN, *L'accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*, Paris, Anthropos, 1970.

²² A. EMMANUEL, *L'échange inégal*, Paris, Maspéro, 1969.

²³ F.H. CARDOSO et FALETTO, *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, PUF, 1978.

consistant à masquer ses erreurs ou ses intentions réelles par une justification faisant appel à la raison. Il désigne également, en psychologie, un comportement consistant à justifier par le bon sens un acte tantôt irrationnel (motivations inconscientes) ou stratégique désigné communément sous le terme de rationalisation a posteriori²⁴.

En effet, la rationalisation est un phénomène global, civilisationnel, caractérisé par le fait que l'ensemble des individus agiraient (ou désireraient agir) de la façon la plus « calculée », c'est-à-dire rationnelle) possible, quelles que soient leurs activités.

Eu égard à ce qui précède, le terme rationalisation dans le contexte de notre étude, a une acception différente au sens que lui donne Weber pour qui la rationalisation est le devenir rationnel de notre compréhension du monde ainsi que l'extension de notre emprise sur lui²⁵. Nous l'entendrons aussi différemment de Davidson, selon qui la rationalisation renvoie à un certain type d'explication de l'action, à savoir celui qui mobilise les raisons qui constituent ses causes adéquates (les raisons pour lesquelles l'action a été entreprise) et qui, par conséquent, explicitent sa dimension rationnelle²⁶.

Dans le cadre de notre recherche, nous voulons rationaliser la rationalité économique qui est principalement une « rationalité-calcul » ou « une rationalité à la marge ». Cette dernière est centrée sur la maximisation du profit. Elle promeut la recherche des intérêts particuliers, car dans tout ce que l'on entreprend, on doit se rappeler ce que ça rapporte ou ce que ça coûte. C'est cette logique néoclassique qui conduit malheureusement les multinationales lors de leur implantation dans les pays d'accueil.

Si les IDE doivent suivre cette logique, ils ne peuvent être un levier de développement. Voilà pourquoi l'on doit passer de la rationalité-calcul et restreinte où on n'est pas dans une relation gagnant-gagnant, le plus fort gagne et le partage est déséquilibré vers une rationalité ouverte qui prend en compte les intérêts collectifs et un partage équitable.

2. Analyse empirique de l'impact des IDE sur le développement

Le jugement à porter sur la relation pouvant exister entre plusieurs variables économiques ne peut reposer sur une simple observation de leur comportement dans le temps. Il requiert le recours aux outils d'analyse statistique dédiés afin de parvenir à une quantification beaucoup plus compréhensive de l'éventuel lien entre deux ou plusieurs phénomènes économiques. Car le but est d'orienter les décisions à prendre et de prédire, dans la mesure du possible, le futur. Dans cette logique, ce point cherche à appréhender de manière empirique la relation entre les investissements directs étrangers et développement social et économique (saisi par l'IDH) en RDC durant la période allant de 1996 à 2022.

²⁴ F. FOREST, « Rationalisation », dans *Quaderni*, n° 63, 2007.

²⁵ M. WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1947.

²⁶ D. DAVIDSON, *Actions et événements*, Paris, Vrin, 1993.

2.1. Différentes estimations des modèles d'analyse empirique

Afin de capter l'impact qu'a la politique des investissements sur la dynamique du cadre macroéconomique symbolisé ici par la croissance économique et sur le niveau de vie (saisi par l'Indice de Développement Humain), il nous a paru pertinent de mettre en place trois modèles d'estimations : l'analyse en Composante Principale (ACP), le modèle à régression multiple et le VAR structurel.

Avant de procéder à toute estimation, il est important de signaler qu'une Analyse en Composante Principale (ACP) a été effectuée afin de dégager la variable Indice Global de Gouvernance (IGG). Le modèle de régression multiple a été utilisé pour capter le lien de corrélation ou la relation de cause à effet soit par une matrice de corrélation soit par une MCO. Le tableau ci-dessous présente d'une façon sommaire les différents modèles économétriques avec les variables associées.

Tableau n° 01 : Différents modèles économétriques et variables associées

N°	ÉTAPES	VARIABLES	EXPLICATIONS
I.	ANALYSE EN COMPOSANTE PRINCIPALE	Control of Corruption : Estimate	<i>1. Préliminaire pour dégager l'indice synthétique de gouvernance</i>
		Government Effectiveness: Estimate	
		Political Stability and Absence of Violence/Terrorism: Estimate	
		Regulatory Quality : Estimate	
		Rule of Law : Estimate	
		Voice and Accountability: Estimate	
II.	RÉGRESSION MULTIPLE (MCO)	Taux de change Inflation Ouverture commerciale Indice Global de la gouvernance IDE	<i>2. Contribution des variables macroéconomiques sur l'attractivité des IDE en tenant compte des interrelations entre les variables</i>
III.	VAR STRUCTUREL	IDE Croissance économique Indice de développement humain	<i>3. Analyse de l'impact des IDE sur l'IDH et sur la croissance économiques en tenant compte des restrictions de court-terme</i>

Source : *Élaboré par nous*

2.2. Les résultats des modèles

Ce point s'attèle à exposer les résultats des modèles dont les détails sont en annexe. Il s'articule autour de trois points se rapportant respectivement aux résultats de l'ACP, MCO et S-VAR.

2.2.1. ACP

L'ACP est l'une des méthodes d'analyse des données multi-variées les plus fréquemment utilisées. Elle a pour but d'étudier des ensembles des données multidimensionnelles avec des variables quantitatives. Elle peut donc être considérée comme une méthode d'exploration des données, car elle permet d'extraire facilement des informations de grands ensembles de données.²⁷

Le tableau ci-dessous présente les résultats du modèle ACP de notre étude.

Tableau n° 02 : Résultats de l'ACP

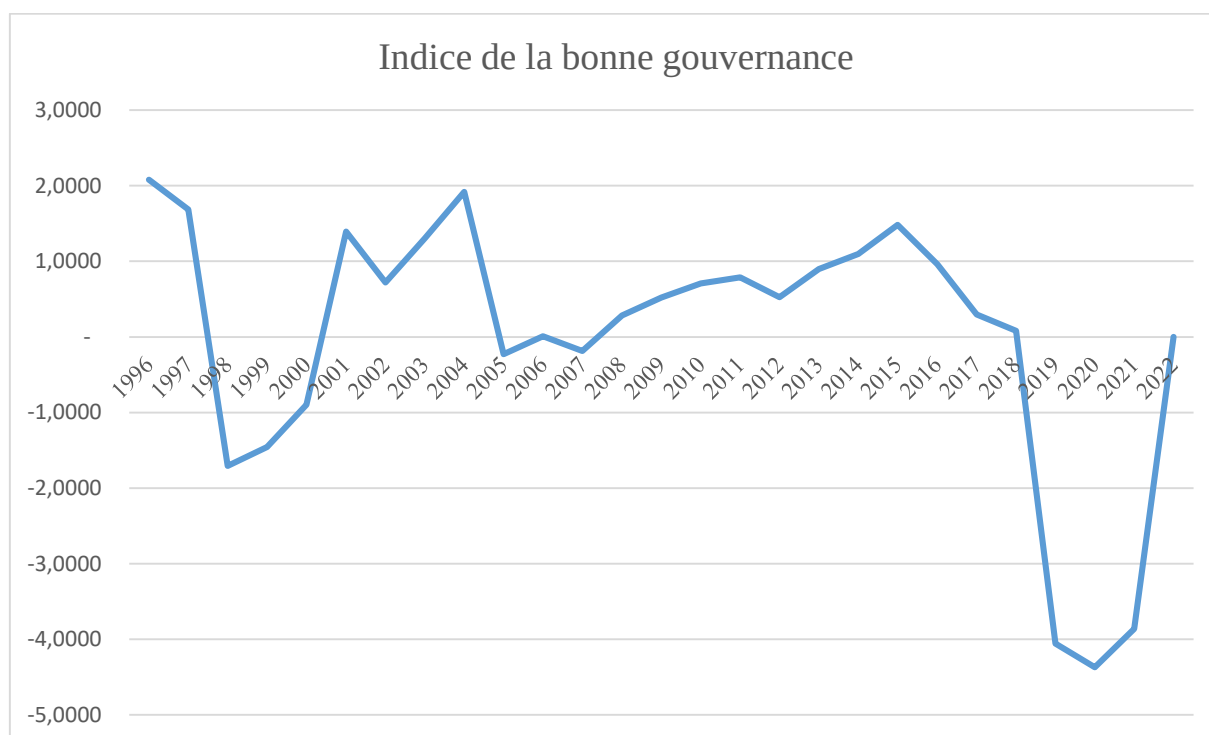
. pca Voix Stabpol Eff_gouv Qual_regl Contr_corr Règl_loi				
Principal components/correlation		Number of obs	=	26
		Number of comp.	=	6
		Trace	=	6
Rotation: (unrotated = principal)		Rho	=	1.0000
Component	Eigenvalue	Difference	Proportion	Cumulative
Comp1	3.13377	1.63669	0.5223	0.5223
Comp2	1.49708	.817625	0.2495	0.7718
Comp3	.679459	.202586	0.1132	0.8851
Comp4	.476873	.334854	0.0795	0.9645
Comp5	.142019	.0712262	0.0237	0.9882
Comp6	.0707928	.	0.0118	1.0000

Source : Élaboré par nous sur base du logiciel E-views-10

Nous retenons la première composante car elle représente 52 % de la variabilité totale contenue dans le jeu des données initiales. Après ceci, représentons graphiquement l'évolution de l'Indice Global de la Gouvernance.

²⁷ L'importance de l'ACP dans <http://xlstat.com>, consulté le 25 octobre 2023 à 15h27 minutes.

Graphique n° 01 : Indice Global de la Gouvernance



Source : *Élaboré par nous-même*

Le graphique ci-haut représente l'évolution de la gouvernance en RDC de 1996 à 2022 telle qu'extraite par notre analyse en composante principale.

II.2.2. MCO

Il est question de présenter les résultats de la régression multiple en retenant l'IDE comme variable dépendante des autres qui tentent de l'expliquer. Le tableau ci-dessous nous en donne les informations utiles.

Tableau n° 03 : Résultats de la régression multiple

Dependent Variable: D(IDE)				
Method: Least Squares				
Date: 05/25/23 Time: 20:42				
Sample (adjusted): 1996Q2 2022Q4				
Included observations: 107 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.039506	0.509399	0.077555	0.9383
D(CHANGE)	0.001742	0.003415	0.509933	0.6112

INFL	5.18E-06	0.000407	0.012742	0.9899
PIB_HAB	-0.000242	0.001310	-0.184384	0.8541
D(OUCOM)	19.89549	7.974226	2.494974	0.0142
D(IG)	-0.149902	0.284146	-0.527555	0.5990
R-squared	0.061249	Mean dependent var		0.022154
Adjusted squared	R-0.014777	S.D. dependent var		2.131729
S.E. of regression	2.115920	Akaike criterion	info	4.391298
Sum squared resid	452.1891	Schwarz criterion		4.541176
Log likelihood	-228.9344	Hannan-Quinn criter.		4.452057
F-statistic	1.317963	Durbin-Watson stat		2.001832
Prob(F-statistic)	0.262485			

Source : *Élaboré par nous sur base du logiciel E-Views-10*

La variable endogène IDE est régressée sur les variables exogènes change, ouverture commerciale, PIB/H, inflation et indice global de la gouvernance. Le pouvoir explicatif de la variable IDE par les 5 variables exogènes est très faible et non significatif car le niveau d'explication est évalué à 6.12 %. Cet impact non significatif est approuvé par le test de Fisher avec une valeur p de 0.262485 supérieure au seuil critique de 5%. La non-significativité de cet impact s'explique par le fait que le niveau de ces variables n'encourage pas une attractivité récurrente des IDE.

Les tests des significativités singulières de Student ont montré que seule la variable « degré d'ouverture commerciale » a impacté significativement les IDE au seuil de 5 %, les quatre autres variables exogènes sont singulièrement non significatives.

2.2.3. VAR structurel

Il est question de procéder en une analyse de l'impact des IDE sur la croissance et l'IDH. L'estimation du SVAR est expliquée de façon explicite dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 04 : Estimation du SVAR à court terme

Structural VAR Estimates				
Date: 05/25/23 Time: 20:58				
Sample (adjusted): 1996Q3 2022Q4				
Included observations: 106 after adjustments				
Estimation method: method of scoring (analytic derivatives)				
Convergence achieved after 14 iterations				
Structural VAR is just-identified				
Model: $Ae = Bu$ where $E[uu'] = I$				
Restriction Type: short-run text form				
$@e1 = C(1)*@u1$				
$@e2 = C(2)*@e1 + C(3)*@u2$				
$@e3 = C(4)*@e1 + C(5)*@e2 + C(6)*@u3$				
Where				
$@e1$ represents IDE residuals				
$@e2$ represents D(CROIS) residuals				
$@e3$ represents D(IDH) residuals				
	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C(2)	0.284513	0.059794	4.758205	0.0000
C(4)	-0.003215	0.001201	-2.678149	0.0074
C(5)	0.005183	0.001770	2.927926	0.0034
C(1)	2.056321	0.141229	14.56022	0.0000
C(3)	1.265911	0.086943	14.56022	0.0000
C(6)	0.023072	0.001585	14.56022	0.0000
Log likelihood -153.1052				
Estimated A matrix:				
1.000000	0.000000	0.000000		
-0.284513	1.000000	0.000000		

0.003215	-0.005183	1.000000
Estimated B matrix:		
2.056321	0.000000	0.000000
0.000000	1.265911	0.000000
0.000000	0.000000	0.023072

Source : Élaboré par nous sur base du logiciel E-views-10

Partant du tableau ci-haut, les élasticités de SVAR à court terme révèlent que pour augmenter la croissance économique d'une unité, il faudra revoir à la hausse 0.28 des IDE, de même une croissance économique de 0.0052 % améliore l'IDH de 1 %. Par ailleurs, la conclusion est atypique pour l'économie congolaise concernant la relation à court terme entre les IDE et l'IDH, par le fait qu'une augmentation des IDE de 0.0032 améliore par contre de 1 % le social des congolais. Cela s'explique par le fait que les entreprises multinationales gagnent plus qu'elles apportent parce que le pouvoir public accorde plusieurs avantages notamment les exonérations alors que les EMN n'intègrent pas suffisamment la dimension sociale dans leurs processus d'investissement. Elles sont moins intensives en main-d'œuvre et ne créent donc pas beaucoup d'emplois pouvant contribuer à la réduction de la pauvreté. Dans le secteur minier comme dans le bois, la plupart de ces multinationales exportent sans transformation.

Par contre, les élasticités de SVAR à long terme montrent que l'augmentation de 0.24 % des IDE entraîne une croissance de 1 % à long terme, une hausse de 0.0065 % de la croissance économique améliore le social d'un point. Cela est illustré dans le tableau ci-dessous.

2.3. Analyse et discussion des résultats

Analyser la rationalisation de la politique d'attractivité des IDE comme levier du développement socio-économique en RDC, de 1996 à 2022, a été l'objectif ultime de la présente étude. Les différents résultats auxquels on aboutit déterminent la qualité de relation existant entre les IDE, la croissance économique et l'IDH durant la période sous analyse. À l'issue de différents tests, il ressort ce qui suit :

De l'ACP, nous avons retenu la première composante qui est la voix et responsabilité car elle représente 52 % de la variabilité totale contenue dans le jet des données initiales.

Les résultats issus de la régression multiple s'expliquent par le fait que la politique des investissements au Congo est fondée sur une rationalité restreinte.

Car on constate une déraison de la politique d'attractivité des IDE, c'est-à-dire une politique liée à la poursuite par chacun de ses intérêts, ce qui fait que les IDE aboutissent à l'enrichissement individuel. Cependant, si cette politique des investissements était fondée sur une rationalité ouverte ou mieux large, on devrait avoir des résultats probants. On devrait passer de la rationalité restreinte ou fermée vers une rationalité ouverte ou large. Car cette dernière ne tient pas compte des intérêts et des rapports de force dans les relations économiques. Elle intègre les intérêts de l'autre dans la fonction-objectif.

Dans notre modèle MCO, la significativité de la variable ouverture économique laisse croire qu'il existe en RDC une relation de complémentarité entre les IDE, les exportations et les importations. Ceci explique également la nature verticale de l'IDE en RDC et le fait que l'IDE en RDC favorise l'intensification des exportations, toutes choses étant égales par ailleurs. L'économie congolaise est extravertie et le gouvernement a mis en place des instruments (code des investissements, code forestier, code minier, ANAPI, CPACAI) qui contribuent vraisemblablement à attirer le flux d'IDE en vue d'accroître les échanges. La libéralisation de l'économie, en général, et de certains secteurs importants dont le secteur minier, en particulier, fut présentée par les institutions financières internationales comme un levier privilégié de la croissance.

Pour ce qui est du modèle SVAR, les résultats révèlent que les IDE impactent très faiblement la croissance économique et l'IDH. Ce qui nous pousse à confirmer que les IDE n'améliorent pas les conditions de vie de la population en RDC.

Au regard de ce qui précède, il sied de confirmer que les IDE implantés en RDC contribuent à la productivité et à la croissance et sont plus présents dans les secteurs de mines, télécom, hydrocarbures, services et bâtiments. Cependant, à partir des résultats de notre étude, nous constatons que les IDE ne participent pas significativement au développement humain.

Pendant toute la période de l'étude, la RDC présente un IDH faible (inférieur à 0,500) malgré la croissance positive, de courte durée, pour certaines périodes. Ceci est conforme à la plupart des résultats empiriques portant sur l'étude de la relation entre l'IDE et le développement humain ainsi que la réduction de la pauvreté. Pendant la période sous étude, les secteurs de l'éducation et de la santé ont connu une baisse tant au niveau des équipements que du personnel.

En RDC, l'apport des IDE n'est pas proportionnel à leur gain. En effet, les multinationales gagnent plus que ce qu'elles apportent, privilégiant leurs intérêts au détriment de ceux de la population. Cette dernière vit, dans sa majorité, avec moins d'un dollar par jour justifiant ainsi le décalage entre les performances économiques et les indicateurs de développement humain.

Bien que la thèse des tiers-mondistes se vérifie en RDC, nous estimons que moyennant certaines conditions, les EMN peuvent effectivement contribuer au développement socio-économique, à la réduction de la pauvreté, et dans le cas présent à l'amélioration de l'IDH. Parmi ces conditions, pour le cas de la RDC, l'implication de l'État dans la signature des accords avec les EMN pour veiller à la contribution réelle de ces entreprises au social et à l'évitement des exonérations

fantaisistes. Aussi, au-delà des objectifs classiques, ces entreprises doivent être contraintes à intégrer la dimension sociale dans leur processus d'investissement.

Ce constat général montre à suffisance une mauvaise gouvernance et donc un manque de rationalité de la politique d'attractivité des IDE. La rationalisation de la politique d'attractivité des IDE paraît urgente et impérieux afin que les IDE contribuent à l'amélioration des conditions de vie.

3. Vers une politique efficace des investissements

Ce point se propose d'esquisser des solutions adéquates pouvant rationaliser la politique d'attractivité des IDE et par ricochet booster l'économie congolaise et améliorer les conditions de vie de la population. Car les comparaisons internationales montrent que la RDC est un cas atypique, combinant à la fois des niveaux élevés de rente, une mauvaise gouvernance etc., qui empêchent l'attractivité des IDE.

Au regard de ce qui précède, force est de constater que la contribution des IDE n'est pas efficace faute d'une politique d'attractivité raisonnable. L'absence de celle-ci se révélerait à travers les résultats mitigés (contrastes) des IDE qui s'expliqueraient par des politiques déterminées par la fonction-objectif des multinationales (maximisation des profits-minimisation des coûts) plutôt que par les besoins de développement des pays d'accueil. D'où les IDE vont souvent vers les secteurs économiques qui en ont le moins besoin.

Face aux obstacles (la faiblesse de l'autorité de l'État ou mieux l'incapacité de ce dernier à agir et à faire respecter la loi ; la corruption, la fraude, le trafic d'influence de certains acteurs politiques pour terroriser les investisseurs ; le déficit informationnel entre le fisc et les contribuables ; l'absence d'une bonne gouvernance ou la mauvaise gouvernance qui prévaut dans le pays ; la prépondérance de l'économie informelle estimée à 55 % du PIB ; les tracasseries administratives et l'instabilité politique, etc.) qui empêchent l'attractivité des IDE en RDC, nous proposons la rationalisation de la politique d'attractivité des IDE dans le but d'instaurer le développement socio-économique au travers l'implantation des IDE. Cette rationalisation de la politique d'attractivité développementaliste des IDE devrait être basée sur trois déterminants stratégiques du développement : l'intelligence collective (pôle épistémologique), l'intelligence économique (pôle pragmatique ou politique) et l'éthique responsabilité (pôle éthique).

Ce point analysera tout d'abord les enjeux de la rationalisation et il proposera en fin le Modèle de Choix Raisonnable (MCR) pouvant permettre une attractivité effective et massive des IDE.

3.1. Les enjeux de la rationalisation

Le trio intelligence collective, intelligence économique et éthique responsabilité jouent un rôle important dans le développement d'une nation. Elle donne un certain pouvoir au pays d'aller encore plus loin, d'être plus créatif, plus

innovant. Elles aident à trouver des alternatives ou solutions aux problèmes plus au moins complexes en mettant les compétences, connaissances et aptitudes de chacun au service de la République. Elles permettent également de se doter de diverses compétences et connaissances nécessaires, de les utiliser et les articuler de façon optimale dans un objectif commun qu'est le développement.

3.1.1. L'intelligence collective comme déterminant stratégique de la politique des investissements développementaliste

L'intelligence collective est un enjeu important pour le bon fonctionnement de toute organisation ou mieux un pays. Elle permet à un groupe d'individus ou une collectivité d'utiliser au mieux les capacités, la réflexion et la diversité des aptitudes de chacun pour servir le bien commun, l'intérêt collectif.

Loin de se résumer à la seule addition des connaissances ou compétences individuelles d'une structure bien organisée, elle tire sa valeur ajoutée des relations nouées sur les équipes. Ainsi, les individus qui échangent et collaborent, trouvent toujours un bénéfice supérieur à ce qu'ils auraient obtenu en agissant isolément, ce qui justifie, à ce jour, le dépassement de l'ancienne microéconomie par la théorie des jeux.

En effet, l'intelligence collective fait appel à la mobilisation de toutes les connaissances, savoirs, savoir-faire, expériences internes (stock de connaissances) et externes (IDE) au service des objectifs de développement socio-économique. Elle suppose une vision commune ou globale de l'intérêt général et du développement. Elle doit se reposer sur la capacité à faire travailler l'ensemble de congolais aux profils divers et variés pour attirer les IDE et réduire sensiblement la pauvreté.

À partir des éléments de définition de l'intelligence collective, il y a lieu de dégager des éléments (déterminants) d'une politique d'attractivité raisonnable. Ainsi, il sied de montrer que l'intelligence collective est un facteur du progrès social et elle implique une conception plus ouverte et large de la rationalité et de l'être humain.

De ce qui précède, force est d'affirmer que l'intelligence collective devrait contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et donc au développement des nations. Elle devrait privilégier la promotion de la rationalité ouverte afin que la politique des investissements devienne incitative et que les IDE jouent un rôle déterminant dans le processus de développement et de lutte contre la pauvreté.

L'application de l'intelligence collective devrait conduire à des réformes qui pourront alors permettre d'optimiser l'attractivité des IDE intensifs en main-d'œuvre surtout pour les couches défavorisées, intégrant la dimension sociale dans leur processus d'investissement, facilitant le transfert de technologies et finançant des actions pro-pauvres. Ce qui est nécessaire au développement et à la réduction de la pauvreté. Dans ce fait, elle nous exige le vivre-ensemble.

De ce qui précède, il est impérieux de mettre en déroute, de façon unanime, le comportement contraire à toute éthique politique, qui mettrait en mal l'attractivité des IDE. Cela implique qu'on se débarrasse de la peur et qu'on

regarde tous la même direction dans la manière de gérer les institutions Etatiques. Ainsi, se lever pour condamner, dénoncer et refuser toute pratique portant atteinte à l'attractivité des IDE, est une nécessité qui nous incombe, un service à rendre à la nation. On devrait tous se défaire de toute complaisance ou indifférence en cette matière et s'impliquer de manière significative afin que l'attractivité des IDE soit effective et contribue au développement socio-économique de la RDC. Pour y arriver, l'instauration de l'intelligence économique est un atout indispensable.

3.1.2. L'intelligence économique comme pilier de la rationalisation de la politique d'attractivité des IDE

À en croire Bournois et Romani, l'intelligence économique est une « démarche organisée, au service du management stratégique de l'entreprise, visant à améliorer sa compétitivité par la collecte, le traitement d'informations et la diffusion de connaissances utiles à la maîtrise de son environnement (menaces et opportunités) ; ce processus d'aide à la décision utilise des outils spécifiques, mobilise les salariés, et s'appuie sur l'animation des réseaux internes et externes »²⁸.

L'intelligence économique peut donc être considérée comme la gestion de l'information stratégique utile aux acteurs économiques et institutionnels dans un objectif d'accroissement de compétitivité ou pour une institution dans un objectif d'efficience. Elle ne peut que constituer une méthode, un outil, une démarche utile à tous dans un contexte de compétitivité économique ou de guerre économique. La RDC ne fait pas exception, bien au contraire elle est à la fois le terrain d'affrontements économiques et un vivier extraordinaire de savoir-faire, des richesses naturelles et des congolais en quête de projets et d'innovations. L'intelligence économique et la RDC ont un bout de chemin à parcourir ensemble, surtout pour ce qui concerne l'attractivité des IDE.

Autrement appelé patriotisme économique, l'intelligence économique n'est pas bien utilisée pour bâtir ou construire une politique d'attractivité rationnelle. Elle doit servir plus tôt de levier pour une rationalisation effective de la politique d'attractivité IDE en RDC. Cependant, les besoins de développement ou le projet national de développement devrait constituer une boussole.

En effet, la RDC devrait s'appuyer sur les points forts de l'intelligence économique pour rationaliser cette politique d'attractivité. Ces points forts sont subdivisés en quatre phases :

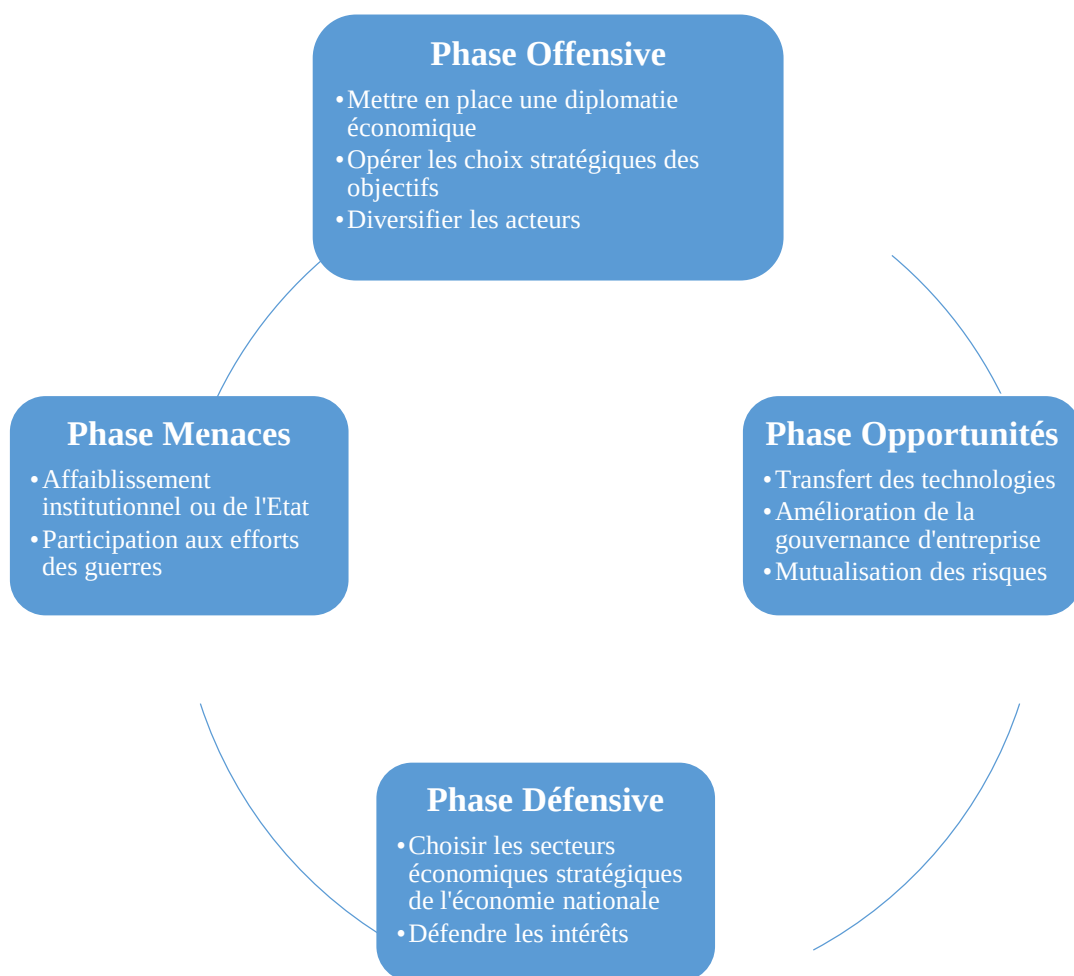
- **Phase offensive** : elle consiste à :
 - Mettre en place une diplomatie économique, c'est-à-dire les ambassades de la RDC à travers le monde, doivent vendre l'image du pays en mettant l'accent sur les atouts et opportunités d'investissement ;
 - Opérer les choix stratégiques des objectifs pour permettre une attractivité accrue des IDE ;

²⁸ F. BOURNOIS et P.J. ROMANI, *L'intelligence économique et stratégique dans les entreprises françaises*, Paris, Economica, 2001.

- Diversifier les acteurs.
- **Phase défensive** : elle a pour missions :
 - Choisir les secteurs économiques stratégiques de l'économie nationale pour implanter les IDE ;
 - Défendre les intérêts du pays.
- **Phase de menaces** : dans cette phase, quelques éléments doivent être pris en compte :
 - Affaiblissement institutionnel ou mieux de l'Etat, c'est-à-dire on doit faire en sorte que les IDE implantés au pays n'affaiblissent pas les pouvoirs publics ;
 - Inviter les multinationales qui s'installent au pays à participer d'une façon ou d'une autre à l'économie des guerres ou aux efforts des guerres ;
- **Phase des opportunités** : cette phase prend en compte les opportunités suivantes :
 - Le transfert des technologies ;
 - L'amélioration de la gouvernance d'entreprise ;
 - La mutualisation des risques.

Le schéma ci-dessous illustre les différentes phases précitées.

Schéma n° 01 : Les phases de l'intelligence économique



Source : Élaboré par nous-même

Par ailleurs, de par sa fonction stratégique d'aide à la prise de décision et son approche du processus de traitement de l'information, l'intelligence économique permettra d'améliorer la capacité d'absorption de l'information externe par le pays dans le but de créer un avantage concurrentiel pérenne sur l'attractivité des IDE. À ce titre, l'information collectée par la pratique de la veille puis analysée et interprétée par un système Intelligence Economique globale se transforme en ressource stratégique²⁹ créatrice de valeur pour la RDC.

3.1.3. L'éthique responsabilité comme stratégie de la politique d'attractivité rationnelle des IDE en RDC

En RD Congo, la responsabilité constitue un défi à relever. Jean Paul Sartre conforte notre position en ces termes : « (...) assurer la situation où on se trouve, avec son coefficient d'adversité, fût-il insoutenable (...). Ce qui m'arrive, m'arrive par moi et je ne saurais ni m'en affecter ni me révolter, ni me résigner. D'ailleurs tout ce qui m'arrive est mieux ; il faut entendre par là, tout d'abord, que je suis

²⁹ A. HAKMAOUI et N. BERRADA, « L'intelligence économique : levier de développement stratégique à l'international », dans *Dossiers de Recherche en Économie et Gestion*, Dossier 9, n° 1, Juin 2020, p. 158.

toujours à la hauteur de ce qui m'arrive, en tant qu'homme, car ce qui m'arrive à un homme par d'autres hommes et par lui-même ne saurait être qu'humain »³⁰. En d'autres termes, Sartre estime que l'homme est toujours responsable dans le monde dans lequel il vit, même individuellement. Dans la même perspective, Jürgen Habermas pense que l'exigence abstraite d'une appropriation consciente est autocritique d'une prise en charge responsable pour chacun de sa propre biographie en ce qu'elle a d'individuel, d'irremplaçable et de contingent³¹.

Dans le contexte de la rationalisation de l'attractivité des IDE, l'éthique responsabilité doit aboutir à la mise en place d'un pacte de co-responsabilité entre l'État et les entreprises multinationales. Ce pacte doit être axé sur la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance, la paix sociale (ou lutte contre la guerre), les valeurs communes, l'interdépendance des destins et l'engagement en faveur du respect de la nature.

De ce qui précède, force est d'affirmer que l'éradication des obstacles d'attractivité des IDE paraît nécessaire et urgente. Quelques stratégies doivent être prises en compte à cet effet : la lutte contre la corruption, l'éradication des guerres civiles, conflits armés et tensions politiques, l'instauration de la bonne gouvernance, etc.

3.2. Vers un modèle de choix raisonnable (MCR)

L'intérêt porté sur la RDC par les multinationales depuis la période coloniale est justifié par les immenses potentialités que renferment le sol et le sous-sol congolais. Cependant, les guerres, la mauvaise gouvernance, la corruption, les crises politiques et les pillages qui y élisent domicile ne rassurent pas les investisseurs étrangers sur la sécurité de leur investissement. L'attractivité du pays en matière d'IDE n'est pas à l'image de ses atouts. Un travail de longue haleine reste donc à fournir, notamment dans l'amélioration du climat des affaires.

Comme tout pays en développement, la RDC est confrontée à une sérieuse crise socio-économique, qui maintient sa population dans les conditions de pauvreté et de sous-développement chronique. La stratégie visant à accueillir sur son territoire les IDE à travers les EMN constitue une voie par excellence d'amorcer le processus de relance économique pour le développement socio-économique.

Au regard de ce qui précède, il convient d'affirmer qu'ayant montré ses limites, la rationalité de la politique actuelle d'attractivité est restreinte et donc limitée. De ce fait, cette politique n'est pas raisonnable. Voilà pourquoi, nous proposons un Modèle de Choix Raisonnable (MCR) qui pourrait rendre la politique d'attractivité actuelle efficace car cette politique appliquée jusque n'améliore pas les conditions de vie de la population congolaise. Le MCR s'impose désormais comme un impératif catégorique pour attirer plus d'IDE sur le territoire congolais en vue de réduire effectivement la pauvreté.

³⁰ J.P. SARTRE, *L'Être et le Néant*, Paris, Gallimard, 1943, p. 639.

³¹ J. HABERMAS, *Droit et démocratie*, Paris, Gallimard, 1997, p. 112.

En effet, le MCR doit être fondé sur trois pôles ci-après :

- Epistémologique (science) : c'est ici que ressort le concept de rationalisation. Ce pôle s'inscrit justement dans la logique de rationaliser la politique des IDE. Il mise sur la rationalité étendue qui doit animer les IDE en RDC ;
- Éthique : ce pôle engage la conscience, les valeurs, l'éthique responsabilité des acteurs. Il soutient l'idée selon laquelle les IDE doivent être orientés vers les intérêts collectifs et non individuels ou particuliers ;
- Pragmatique : c'est un pôle d'action qui exige que le pays donne une orientation en termes des secteurs d'activités des IDE dont il a besoin.

Par ailleurs, la relation entre les EMN et la RDC devrait être analysée en termes de coopération. Chaque acteur devrait intégrer l'autre dans sa fonction de profit. On devrait créer une convergence et cohérence entre l'État et les entreprises multinationales. On devrait dépasser les intérêts particuliers au profit des intérêts collectifs et privilégier le jeu coopératif.

Conclusion

Nous avons analysé tout au long de cet article les enjeux et perspectives orientées pouvant permettre à rationaliser la politique d'attractivité des IDE en RDC.

Pour que la politique d'attractivité des IDE soit rationnelle ou raisonnable, il faut mettre en œuvre une politique rationnelle ou mieux rationaliser cette politique d'attractivité des IDE. Celle-ci suppose, à notre avis, une vision globale (politique globale) fondée sur trois déterminants stratégiques : l'intelligence collective, l'intelligence économique et l'éthique-responsabilité.

De ce qui précède, nous pouvons estimer que la RDC, bien que dotée de grands atouts, ne semble pas profiter pleinement des IDE implantés sur son territoire. Cela s'explique par le fait que les EMN gagnent plus qu'elles n'apportent parce que le pouvoir public accorde plusieurs avantages, notamment les exonérations alors que les EMN n'intègrent pas suffisamment la dimension sociale dans leur processus d'investissement. Elles sont moins intensives en main-d'œuvre et ne créent donc pas beaucoup d'emplois pouvant contribuer au développement socio-économique et à réduire la pauvreté. Dans le secteur minier, comme dans le bois, la plupart de ces multinationales exportent sans transformation.

La mise en application d'une politique d'attractivité raisonnable reste l'issue convenable en vue de rendre le pays plus attractif. Cette politique devrait être basée sur l'intelligence collective, l'intelligence économique et l'éthique responsabilité pour que les effets des IDE améliorent les conditions de vie de la population. En effet, l'intelligence collective privilégie l'intérêt général et la promotion de la rationalité ouverte ou étendue afin que les IDE deviennent un levier de développement et de la réduction de la pauvreté. L'intelligence économique doit être bien utilisée pour construire une politique d'attractivité rationnelle. Cela n'est possible que si l'on met en place une diplomatie économique,

diversifie les acteurs et instaure la bonne gouvernance. L'éthique responsabilité fait appel à un pacte de co-responsabilité entre l'État et les EMN en vue de lutter contre la corruption et d'instaurer la bonne gouvernance, les valeurs communes et la paix sociale.

Donc, malgré les quelques progrès réalisés pour attirer les investissements, il se dégage un consensus sur le fait que ces efforts doivent être consolidés et d'autres réformes poursuivies. Assainir les règles ne suffit pas, car sans une volonté politique, aucune œuvre de ce type ne pourrait être pérenne. Voilà pourquoi le MCR est indispensable pour rationaliser la politique d'attractivité des IDE. Il est axé sur trois pôles : épistémologique, éthique et pragmatique. Il promeut l'instauration d'une politique d'attractivité rationnelle des IDE. Car les IDE drainés par ces EMN, doivent constituer réellement un moteur de croissance et de développement du pays.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages

1. AMIN S., *L'accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*, Paris, Anthropos, 1970.
2. BONIN B., *L'entreprise multinationale et l'Etat, Tendances actuelles*, Montréal (Canada), Ed. Etudes vivantes, 1984.
3. BOURNOIS F. et ROMANI P.J., *L'intelligence économique et stratégique dans les entreprises françaises*, Paris, Economica, 2001.
4. CARDOSO F.H. et FALETTTO, *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, PUF, 1978.
5. DAVIDSON D., *Actions et évènements*, Paris, Vrin, 1993.
6. EMMANUEL A., *L'échange inégal*, Paris, Maspéro, 1969.
7. HABERMAS J., *Droit et démocratie*, Paris, Gallimard, 1997.
8. GUILLAUMONT P., *L'absorption du capital*, Paris, Cujas, 1971.
9. GUILLAUMONT P., *Economie du développement*, Paris, PUF, 1985.
10. KUMBU J.M., *Protection légale des investissements privés étrangers en RDC et coopération eurafricaine*, Hamburg, Lit Verlag, 1998.
11. MANKIW G. et TAYLOR M., *Principes de l'économie*, 2^{ème} édition européenne, Bruxelles, De Boeck, 2011.
12. PERROUX F., *L'économie du XX^{ème} siècle*, Paris, PUF, 1991.
13. PEYRARD J., *Gestion financière internationale*, Paris, Librairie Vuibert, 1999.
14. SARTRE J.P., *L'Etre et le Néant*, Paris, Gallimard, 1943.
15. RENOUEAU C., *La responsabilité éthique des multinationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007.
16. TEULON F., *Les pays en développement*, Paris, Hachette, 1999.
17. WEBER M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1947.

II. Articles

1. COHEN W. et LEVINTHAL D., « Innovation and Learning : The Two Faces of R et D », dans *Economic Journal*, Vol. 99, 1989.

2. FOREST F., « Rationalisation », dans *Quaderni*, n° 63, 2007.
3. HAKMAOUI A. et BERRADA N., « L'intelligence économique : levier de développement stratégique à l'international », dans *Dossiers de Recherche en Economie et Gestion*, Dossier 9, n° 1, Juin 2020.
4. LUCAS R.R., « On the mechanics of economic development », dans *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22, n° 1, 1988.
5. MAINGUY C., « L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement », dans *Région et développement*, n° 20, Paris, Harmattan, 2004.

III. Autres Documents

1. BANQUE MONDIALE, *Doing business 2013, des réglementations intelligentes pour les petites et moyennes entreprises*, Washitong, 2013.
2. CAYAU G., *La lutte contre la pauvreté en Afrique sud-saharienne à travers l'amélioration du marché du travail et la contribution au développement de l'emploi des jeunes*, Université Mont Pellier 3 Paul Valery, Master 1, Institution-organisation-développement Gestion Stratégique des ressources humaines, 2008.
3. Document stratégique de croissance et de la réduction de la pauvreté (DSCR 2).
4. Journal officiel, n° 6 du 15 mars 2002.
5. L'importance de l'ACP dans <http://xlstat.com>, consulté le 25 octobre 2023 à 15h27 minutes.
6. OCDE, *Définition de référence des investissements directs internationaux*, 2008.